



COMMUNIQUE DE PRESSE CONJOINT

RDCONGO : LE RESEAU SERVICE CIVIL POUR LA PAIX DENONCE LE NON RESPECT DES ACCORDS DE PAIX A L'EST ET EXIGE L'INCLUSION DE LA SOCIETE CIVILE DANS LES PROCESSUS DE NEGOCIATION

KINSHASA, le 01 octobre 2026 – A la suite de la Journée internationale de la paix, les organisations membres du réseau Service Civil pour la Paix (SCP-RDC) de Pain pour le Monde lancent un cri d'alarme face à la détérioration dramatique de la situation sécuritaire et humanitaire préoccupante dans la partie Est de la République Démocratique du Congo.

En effet, malgré la signature de l'Accord de paix entre le Rwanda et la RDC à Washington en juin 2025 et l'accord cadre de DOHA de novembre 2025 entre le gouvernement et l'AFC/M23, les engagements de cessez-le-feu peinent à se matérialiser sur le terrain.

Les affrontements opposant les FARDC à la coalition rebelle AFC/M23 soutenue par l'armée rwandaise, ainsi que l'activisme d'autres groupes armés, continuent de provoquer de graves violations et atteintes aux droits humains et les déplacements des milliers de personnes. Les femmes et les enfants, premières victimes vivent dans une précarité infrahumaine. De plus, la fermeture des banques et des universités dans les zones occupées asphyxie l'économie locale et entrave l'avenir de la jeunesse.

A cette crise sécuritaire s'ajoute une urgence sanitaire critique : une nouvelle épidémie d'Ebola sévit depuis plusieurs mois dans la région. Les conflits armés, la méfiance, et la désinformation entravent gravement la riposte médicale.

Le réseau SCP-RDC salue les efforts diplomatiques entrepris pour le retour de la paix dans la région. Il dénonce cependant fermement la non implication de la société civile, notamment les mouvements de femmes et de jeunes, dans les processus de négociation de Washington et Doha.

« Comment construire une paix effective et durable en ignorant les acteurs de terrain qui vivent et portent cette crise au quotidien ? », s'interrogent les organisations membres du réseau.

Pour mettre fin aux souffrances indicibles des populations de l'Est, le réseau appelle les autorités congolaises et la communauté internationale à passer urgemment des promesses diplomatiques aux actions concrètes sur le terrain. Il exige :

- Le respect effectif et immédiat du cessez-le-feu par toutes les parties en conflit.
- L'inclusion obligatoire de la société civile dans tous les mécanismes nationaux et internationaux de rétablissement de la paix.
- La tenue d'un dialogue inclusif national destiné à fédérer toutes les forces vives du pays pour répondre efficacement aux menaces contre l'intégrité territoriale.

Pour Le réseau Service Civil pour la Paix

La Voix des Sans Voix pour les Droits de l'Homme (VSV)



Pour tout contact +243 995814266, +243 825679794